

# Déclaration commune

## pour un réinvestissement dans les universités

*ATTENDU que les universités ont déjà subi des compressions de 72 millions en 2015-2016 et de 200 millions en 2014-2015;*

*ATTENDU que ces coupes occasionnent une augmentation de la taille des groupes cours, la fermeture de laboratoires les fins de semaine, la réduction des heures d'ouverture des bibliothèques de l'UQAM;*

*ATTENDU que ces coupes se manifestent par le non-remplacement de postes de professeures, professeurs et de plusieurs employées, employés qui prennent leur retraite, et le non-renouvellement de contrats d'employées, employés à statut particulier;*

*ATTENDU que les effets de ces compressions affectent les conditions d'apprentissage des étudiantes, étudiants et les conditions de travail du corps professoral, des personnes chargées de cours et des employées, employés de l'université;*

*ATTENDU que ces compressions entraînent une détérioration du climat de travail et affectent la santé physique et psychologique de toutes et tous;*

*ATTENDU la volonté du personnel de l'UQAM de ne pas compromettre la mission de l'UQAM et de poursuivre dans l'excellence en maintenant un enseignement, un encadrement, une recherche et une création à la qualité reconnue;*

*ATTENDU que le remplacement d'un financement public par un financement provenant de la hausse des droits de scolarité des étudiantes, étudiants québécois ou étrangers favoriserait la marchandisation du savoir;*

*ATTENDU que le financement des universités par les étudiantes et étudiants étrangers occasionnerait une course aux étudiantes, étudiants internationaux favorisant les universités anglophones au détriment des universités francophones et des universités en région;*

*ATTENDU qu'une nouvelle formule de financement devrait favoriser l'accessibilité aux études supérieures du plus grand nombre.*

*ATTENDU l'importance de l'éducation (depuis les CPE jusqu'à l'université) pour la société québécoise;*

### **NOUS, MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DE L'UQAM :**

**NOUS OPPOSONS** à toutes nouvelles compressions dans les universités québécoises;

**DÉNONÇONS** le projet de remplacer un financement public par une augmentation des droits de scolarité, quels qu'ils soient, incluant un financement provenant des étudiantes, étudiants étrangers;

**RÉCLAMONS** un réinvestissement public immédiat dans les universités et le monde de l'éducation en général;

**RÉCLAMONS** que l'éducation redevienne une priorité du gouvernement québécois.